

2. Legal Rights and Resources for Travel. URL: https://travel.state.gov/content/dam/visas/IMBRA/IMBRA_Ukrainian.pdf

3. Міжнародний досвід попередження та протидії домашньому насильству : монографія / А. О. Галай, В. О. Галай, Л. О. Головка та ін.; за заг. ред. А. О. Галай. Київ : КНТ, 2014. 160 с.

4. Досвід зарубіжних країн у подоланні насильства в сім'ї. Код доступу: https://ep.unesco-socio.in.ua/wp-content/uploads/2021/03/60-_Bakaim.pdf

Мазур М.,

здобувач ступеня вищої освіти магістра
Національної академії внутрішніх справ

Консультант з мови: Шемякіна Н.

LE TERRORISME EN TANT QUE LA MENACE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN AFRIQUE

On sait que le terrorisme constitue une grave menace pour la sécurité, les droits de l'homme et la démocratie. C'est pourquoi il est indispensable que les États prennent des mesures pour empêcher et sanctionner efficacement les actes terroristes.

Pourtant, on observe que pas tous les moyens sont admissibles. Il faut protéger la sécurité publique et la prééminence du droit sans mettre en péril les fondements des droits de l'homme, qui sont notamment consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme. [1]

Selon les experts, ces dernières années ont été le témoin d'une évolution rapide du terrorisme et de l'extrémisme violent sur tout le continent africain, générant des menaces et des problèmes aux coûts, à l'échelle, à la gravité et à la complexité d'une ampleur considérable. [2]

Actuellement, on constate que la plus grande menace mondiale est l'Organisation terroriste internationale «L'État islamique». En 2015, l'organisation «Boko Haram» a juré d'allégeance à l'État islamique. Cette organisation a été fondée en 2002 et opère au Nigeria, au nord du Cameroun, du Niger et du Tchad. Sa tâche est d'introduire la charia au Nigeria et d'éradiquer le «mode de vie occidental», y compris les aspects politiques, sociaux et éducatifs. Après avoir juré allégeance à l'État islamique le groupe s'appelle la province ouest-africaine de l'État islamique. Selon diverses estimations, le nombre de militants est de 4 à 6 000 personnes. En 2014 l'organisation a été reconnue comme terroriste par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Selon les sources spéciales, cette organisation mène les attaques terroristes suivantes:

1. les attaques contre des représentants du gouvernement et de la police (État et coalition), missions humanitaires internationales ;

2. l'utilisation d'armes lourdes dans les zones de combat avec les forces gouvernementales et internationales, utilisation de véhicules aériens sans pilote, l'utilisation de civils comme «bouclier humain»;

3. les mesures de préparation à la guerre contre les troupes gouvernementales libérées sur le territoire (en particulier, la pénétration de militants pour les institutions contrôlées par le gouvernement sous couvert de réfugiés);

4. l'utilisation active des femmes, des adolescents et même des enfants;

5. l'exécution à la fois de spectacles de démonstration (y compris de masse) et de leur mise en scène. Du fait des activités terroristes, les pays africains subissent d'importantes pertes humaines et matérielles.

Les études sur ce sujet montrent que malgré tous les efforts consentis par bon nombre de puissances occidentales tant individuellement que collectivement pour endiguer la vague de terrorisme en Afrique, ceux-ci échouent. Autrement dit, en dépit des millions de dollars consacrés à la formation, l'équipement, le renseignement et l'appui des opérations de contre-insurrection, la menace terroriste ne fait que s'intensifier en Afrique. Pas moins de 22 pays africains sont directement touchés par le terrorisme et on comptabilise les attaques terroristes chaque jour sur ce continent dévasté. [3]

Les experts et les scientifiques en ce domaine notent que «les pays africains, de ceux qui sont actuellement engagés dans la lutte contre le terrorisme à ceux qui ne pas actuellement exposés à une menace terroriste, pourraient bénéficier de l'établissement de stratégies nationales antiterroristes. Ces stratégies pourraient aider à orienter des actions vers des objectifs mesurables à long terme, à renforcer la légitimité d'une politique de lutte contre le terrorisme à tous les niveaux du gouvernement et de la société. Il est à noter que les pays africains sont à des phases différentes dans l'élaboration de stratégies de lutte contre le terrorisme. Il y a donc une opportunité pour engager les dirigeants africains d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, responsables de la défense et de la sécurité afin de partager leurs expériences, pratiques et les enseignements tirés dans tous les pays». [4]

Le programme antiterroriste vise à:

1. faire partager les expériences, perspectives, pratiques et enseignements tirés pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme;

2. informer, promouvoir, intensifier et accélérer les stratégies nationales de lutte contre le terrorisme en Afrique;

3. soutenir la création et l'adoption de stratégies nationales judicieuses, rigoureuses et globales contre le terrorisme qui favorisent la sécurité pour tous les africains. [4]

Compte tenu de ce qui précède, on peut dire que la lutte contre le terrorisme en Afrique exige le dispositif de lutte au niveau national et international et d'efforts importants pour assurer la sécurité sur le continent africain.

Список використаних джерел:

1. Шидловська Французька мова для правоохоронців: [Навчальний посібник] – К: друкарня МВС України, 2002. 224с.

2. Le terrorisme en Afrique - <https://fr.wikipedia.org/wiki/-> La lute contre le terrorisme en Afrique.

3. Європейська стратегія безпеки: Рада Європейського Союзу. – Брюсель, 2003р. //http: www.delrus.cec.eu.

4. Les stratégies nationales de lutte contre le terrorisme en Afrique - <https://africacenter.org/fr/programs/elaboration-de-strategies-nationales-contre-terrorisme-en-afriqu>

Малахова В.,

здобувач ступеня вищої освіти бакалавра
Національної академії внутрішніх справ

Консультант з мови: Драмарецька Л.

FOREIGN COUNTRIES EXPERIENCE IN CRIME PREVENTION

The struggle with organized crime is becoming increasingly significant and becomes one of the most important factors in international cooperation in the criminal law. National means of counteracting organized crime are increasingly detected ineffective. Unilateral efforts of the state are not enough.

Our state is currently in a condition of deep political, economic and social crisis. There are unbalanced activities of criminal justice bodies. The judicial system and law enforcement agencies are at the stage of reforming and high-quality organizational and managerial transformations. In Ukraine there is no national program of crime counteraction. In this regard, the study of modern progressive foreign experience in preventing crime with the involvement of alternative state institutions of subjects deserves attention [1, p.3].

The fight against crime is a complex systematic anti-crime with the use of repressive and non-reflective agents, which is the unity of the three